

Etats-Unis/Politique

D'un tweet, Trump limoge Tillerson

AFP
Washington/États-Unis

L'ancien homme fort d'ExxonMobil est remplacé à la tête de la diplomatie par le patron de la CIA, Mike Pompeo.

CHANGEMENT à la tête de la diplomatie américaine : d'un tweet, le président américain Donald Trump a annoncé hier le limogeage de Rex Tillerson, remplacé au poste de secrétaire d'Etat par l'actuel directeur de la CIA, Mike Pompeo.

Après des mois de rumeurs sur un départ mille fois donné comme imminent, le sort l'ancien homme fort d'ExxonMobil, qui peinait à trouver sa place à Washington et entretenait des relations difficiles avec le locataire de la Maison Blanche, a été scellé.

"Mike Pompeo, le directeur de la CIA, deviendra notre nouveau secrétaire d'Etat. Il fera un travail fantastique ! Merci à Rex Tillerson pour ses services !", a lancé M. Trump.

Le président septuagénaire a par ailleurs annoncé que Gina Haspel deviendrait la nouvelle directrice de la CIA, la première femme choisie à ce poste.

La Maison Blanche a mis en avant la volonté du président d'avoir une nouvelle équipe au moment d'aborder des négociations historiques avec la Corée du Nord. Ce dernier a accepté



Photo : AFP

Rex Tillerson (à gauche) s'en va, Mike Pompeo arrive : la diplomatie américaine a changé de chef hier, à l'initiative du président Donald Trump.

la semaine dernière l'invitation du dirigeant Kim Jong Un à une rencontre d'ici fin mai, afin notamment de discuter de dénucléarisation.

Ironie suprême : début octobre, l'impétueux président avait, fait rare, publiquement rabroué son secrétaire d'Etat pour avoir évoqué l'existence de canaux de communication visant à sonder les intentions de la Corée du Nord. "Il perd son temps à négocier", avait-il écrit sur Twitter. "Conserve ton énergie Rex, nous ferons ce que nous devons faire."

Interrogé sur les raisons de ce limogeage, le président a mis en avant des désaccords de fond, en particulier sur le dossier nucléaire iranien.

"Nous nous entendions bien mais nous avons des désaccords", a-t-il lancé depuis les jardins de la Maison Blanche, en partance pour la Californie. "Quand vous regardez l'accord sur le nucléaire iranien : je pensais qu'il était horrible, il pensait qu'il était passable".

MOSCOU IRONISE• Signe des tensions et des dysfonctionnements au sein d'une administration marquée par des départs et des limogeages en cascade, le président n'a pas prévenu le chef de la diplomatie de sa décision.

"Le secrétaire (d'Etat) n'a pas parlé avec le président ce matin et il ignore les raisons, mais il est reconnaissant d'avoir pu servir, et continue à penser que servir le public est une tâche noble

qu'il ne faut pas regretter", a déclaré Steve Goldstein, haut responsable de la diplomatie américaine. Le chef du département d'Etat a la responsabilité de quelque 70 000 diplomates, fonctionnaires et contractuels disséminés dans plus de 250 ambassades et consulats à travers le monde.

Fin 2017, la chaîne NBC News affirmait que M. Tillerson avait qualifié le président américain de "débile" à la fin d'une réunion au Pentagone. Ces révélations avaient contraint le chef du département d'Etat à prendre la parole pour affirmer son soutien public et son "engagement en faveur du succès" du locataire de la Maison Blanche.

Par contraste, Donald Trump a couvert d'éloges celui qu'il a choisi pour diriger la diplomatie au moment où le monde entier s'interroge sur la façon dont il abordera son tête-à-tête avec le leader nord-coréen.

"Je travaille avec Mike Pompeo, depuis un moment", a souligné M. Trump, louant son "énergie formidable" sa "grande intelligence".

"En tant que directeur de la CIA, Mike a mérité les éloges des membres de nos deux partis en renforçant notre collecte de renseignements, en modernisant nos capacités offensives et défensives et en tissant des liens étroits avec nos alliés de la communauté du renseignement", a-t-il également déclaré.

"Félicitations à mon ami et prochain secrétaire d'Etat Mike Pompeo !", a tweeté Nikki Haley, ambassadrice des Etats-Unis à l'Onu. "Excellente décision du président", a-t-elle ajouté, sans un mot pour celui qui fut son secrétaire pendant plus d'un an.

Moscou a ironisé sur ce remaniement, se demandant si la Russie, accusée d'ingérence dans l'élection de Donald Trump, serait une nouvelle fois montrée du doigt.

"Personne n'a encore accusé la Russie d'être responsable des changements de poste à Washington ?", s'est interrogée la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova, dans un commentaire à l'AFP.

RDCongo/Violences

Au moins 30 morts dans des nouvelles tueries en Ituri

AFP
Bunia/RD Congo

Un bilan qui pourrait s'alourdir. Des sources locales faisant état de corps qui se trouveraient dans la brousse. Au reste la radio onusienne Okapi évoque un chiffre de 41 victimes.

AU moins trente personnes ont été tuées dans la nuit de lundi à hier dans plusieurs villages de l'Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo en proie à une reprise des violences depuis décembre, selon des sources de cette région.

Des villages du territoire de Djugu ont été la cible d'"une attaque, (...) on a compté 30 morts. Il y a certainement d'autres corps dans la brousse. Les recherches se poursuivent", a déclaré à l'AFP un responsable administratif de l'Ituri, sous couvert d'anonymat. D'autres sources lo-



Photo : AFP

La région de l'Ituri (dont on aperçoit un déplacé blotti au fond d'une pirogue) théâtre de nouvelles tueries.

cales avancent un bilan plus élevé.

"Dans le village de Djo (les assaillants) ont tué 10 personnes, à Gbi il y a 10 morts et à Takpa 19 personnes abattues. Ce qui fait au total 39 morts", a déclaré pour sa part à l'AFP Willy Pilo Mulindro, chef de la localité de Bahema-nord. La Radio onusienne Okapi donne un bilan de 41

morts dans ces nouvelles attaques.

Selon le responsable administratif, l'attaque a eu lieu juste après le départ du ministre de l'Intérieur Henri Mova dans la région.

"Le vice-Premier ministre (ndr : ministre de l'Intérieur) est sur le terrain mais pendant qu'il est là, on continue à tuer", s'est indigné le député Grégoire Lu-

senge, porte-parole du groupe des parlementaires de l'Ituri, qui reprend le chiffre de 200 000 déplacés du fait des récentes violences.

L'armée congolaise avance une autre version. "A Djo il n'y a pas eu massacre. Il s'agissait d'un groupe de voleurs venus investir le village déjà abandonné par la population. Nos forces les

ont pourchassés et actuellement la situation est sous contrôle de l'armée", a dit lieutenant Jules Ngongo, porte-parole militaire de la 32e région militaire basée en Ituri, interrogé par l'AFP.

Depuis décembre, plus de 130 personnes ont été tuées depuis la reprise des violences, selon des sources.

Un conflit communautaire entre Hema et Lendu entre 1999 et 2003 avaient provoqué des dizaines de milliers de morts jusqu'à l'intervention d'une force européenne Artémis.

Les dernières violences "sont assez différentes de celles du conflit qui oppose les ethnies Hema et Lendu depuis plusieurs décennies. Les causes peuvent être multiples et sont encore à élucider, car non clairement exprimées", a avancé lundi la Communauté iturienne de Kinshasa (CIK) qui affirme regrouper des membres de toutes les communautés.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Politique.** Nkurunziza, "Visionnaire" du parti au pouvoir

Le président burundais Pierre Nkurunziza a été élevé au rang de "Visionnaire" du parti au pouvoir, a clarifié hier ce dernier, après avoir annoncé un titre en kirundi, la langue nationale, traduit de manière différente par la presse et les responsables de ce parti.

• **Côte d'Ivoire/Sénatoriales.** L'opposition demande la "suspension" du scrutin

L'opposition ivoirienne a appelé hier à suspendre les premières élections sénatoriales de Côte d'Ivoire fixées au 24 mars, jugeant leur tenue "anticonstitutionnelle" et source de "tensions sociales".

• **Niger/Attaque.** Trois gendarmes tués dans le nord

Trois gendarmes nigériens ont été tués lundi soir dans une attaque dans la région de Tillabéri (ouest), une zone instable frontalière du Mali et théâtre de nombreuses incursions de groupes jihadistes, selon des médias locaux.

• **Nigeria/Enlèvement.** Le gouvernement accusé de négligence

Le groupe de soutien #BringBackOurGirls, mis en place après l'enlèvement de masse de Chibok au Nigeria, a accusé hier le gouvernement d'"incompétence" et de "négligence" après le nouvel enlèvement par Boko Haram de plus de 100 écolières dans le nord-est.

A travers le monde

• **Proche-Orient /Conflit.** Le convoi du Premier ministre palestinien visé par une explosion



Photo : AFP

Une explosion a visé hier le convoi du Premier ministre de l'Autorité palestinienne Rami Hamdallah dans la bande de Gaza, faisant sept blessés légers et portant un nouveau coup à la réconciliation déjà mal en point entre formations palestiniennes rivales.

• **Russie/Diplomatie.** Espion empoisonné : Moscou rejette l'ultimatum de Londres

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a prévenu hier que la Russie, "innocente", ne coopérerait avec Londres concernant l'empoisonnement d'un ex-agent russe qu'à condition d'accéder à la substance toxique, rejetant l'ultimatum adressé par Theresa May.